

*Questions orales***LA DÉPENSE NATIONALE****L'INDUSTRIE AÉROSPATIALE À
WINNIPEG—L'ENGAGEMENT DU GOUVERNEMENT**

M. John Harvard (Winnipeg St. James): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Il y a deux ans, le Manitoba a perdu le contrat d'entretien des CF-18 et nous ne l'oublierons jamais. Comme prix de consolation, Bristol Aerospace a décroché un contrat beaucoup plus modeste, celui de l'entretien des CF-5. Le principal ministre représentant le Manitoba a dit alors que le gouvernement avait confirmé qu'il lui incombait de soutenir l'industrie aérospatiale à Winnipeg, mais maintenant, par suite du budget de la semaine dernière, nous avons perdu le contrat des CF-5 également. Qu'advient-il de l'engagement du gouvernement face à l'industrie aérospatiale du Manitoba? Qu'advient-il de son engagement vis-à-vis des Manitobains?

L'hon. Bill McKnight (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, il semble étrange que le député déclare que le Manitoba ou Bristol Aerospace aient perdu les contrats d'entretien des CF-5. Il a aussi parlé des contrats des CF-18. Je puis l'informer que dans le programme des dispositions de visualisation tête haute du CF-5, il y aura une légère réduction. Je puis également l'informer qu'il y en a une aussi dans le programme du CF-18.

M. Harvard: Monsieur le Président, le ministre peut essayer de duper ses amis conservateurs, mais il ne dupera pas les Manitobains.

LES CONSÉQUENCES DU BUDGET POUR LE MANITOBA

M. John Harvard (Winnipeg St. James): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse elle aussi au vice-premier ministre. En adjugeant le contrat des CF-5, le ministre de l'Énergie a dit: «Nous avons éprouvé le besoin de réaffirmer notre engagement à servir l'ouest du Canada, de vous dire que nous sommes toujours à votre écoute et que nous ne vous oublions pas.» Le ministre était-il à l'écoute lorsque 1 500 emplois ont été supprimés au Manitoba par le budget de la semaine dernière? Était-il à l'écoute lorsque le budget a révélé que toute une série de promesses étaient rompues? Est-ce le genre d'engagement à servir l'ouest du Canada dont le ministre parlait?

• (1450)

L'hon. Bill McKnight (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, je ne comprends pas à quoi le député veut en venir. Je suis sûr qu'il reconnaît, comme

son chef l'a reconnu, qu'il faut que tous les Canadiens fassent des sacrifices pour s'attaquer au problème de la dette.

Je lui dis qu'il y a eu une réduction des dépenses au ministère de la Défense Nationale. Il y a eu des compressions dans tout le Canada. Le député condamne toutes les réductions qui ont été annoncées. Je demande au Parti libéral quelle autre solution il propose pour régler le problème d'une dette qui compromet l'avenir de vos enfants?

Des voix: Bravo!

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE**L'AIDE AU CANADA ATLANTIQUE**

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Monsieur le Président, la question que je pose au vice-premier ministre concerne une autre promesse que le gouvernement ne respecte pas. Vendredi matin dernier, le premier ministre a fait l'affirmation suivante que je cite de la page 1069 du hansard:

... les programmes d'expansion économique régionale seront majorés dans les cinq prochaines années de 35 p. 100.

Le document contenant les prévisions de dépenses de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique qui a été déposé moins d'une heure plus tard déclare toutefois, à la page 7: «A court terme (1989-1992), cependant, les sommes disponibles au développement régional en Atlantique seront beaucoup moins importantes que prévues.»

Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas avoué franchement à la Chambre vendredi dernier que le gouvernement serait cruel envers la région de l'Atlantique et l'abandonnerait à son sort pendant les trois prochaines années?

Des voix: Bravo!

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, le député qui vient d'une province de l'Atlantique n'est pas sans savoir que l'aide au développement régional atteint cette année un niveau sans précédent. L'injection de fonds dans cette région est de presque un demi-milliard de dollars.

Des voix: Bravo!

M. MacKay: Le député sait aussi, s'il lit les journaux...

M. Nault: Ne venons-nous pas d'avoir des élections?

M. MacKay: Ils ne veulent pas écouter.

Je dis au député que, dans les cinq prochaines années, l'aide au développement que distribuera l'Agence de